

Le ROUGE & LE VERT

LE JOURNAL DE L'ADES

Juillet - Septembre 2008 • N°110 • 2 €

SOMMAIRE

BUDGET	
Pour une préparation citoyenne du budget 2009	p.1
UNIVERSITÉS	
Plan campus : des enjeux réels, de mauvaises réponses	p.2
PROMESSES	
L'illusionniste se prend les pieds dans le tapis	p.3
EDVIGE	
Pour obtenir l'abandon du fichier liberticide	p.3
DÉPLACEMENTS	
Rocade nord, on entre dans le dur	p.4
UN PETIT COÛT DE STADE	
Politique des cadeaux	p.4
NUCLÉAIRE	
Disparition de Vassili B. Nesterenko	p.4

PRESSE
DISTRIBUÉE PAR
LA POSTE

Grenoble CTC
P

LE ROUGE & LE VERT
12 rue Voltaire
38000 Grenoble

DÉPOSÉ LE :

Et le pire est à venir...

À la lecture de « *L'Analyse des besoins sociaux 2007* » publiée par le CCAS de la ville de Grenoble, on mesure l'ampleur de la dégradation sociale et de la précarité. Alors qu'elle porte sur des données 2006, cette analyse au regard du contexte actuel, augure mal de la prochaine publication.

Ainsi, à Grenoble, on compte 4 029 Rmistes (+1,5%) et 7 329 personnes concernées, si l'on y ajoute les ayants droit (enfants, famille). Près de 23% d'entre eux sont inscrits dans le dispositif depuis 5 ans et plus. En 2006, 1 364 personnes (43,6%) entrées dans ce même dispositif RMI avaient moins de 30 ans.

24 345 enfants sont couverts par la Caisse d'allocations familiales (CAF). Ils sont 7 603 (31,2%) à vivre dans les 10 899 ménages dits « à bas revenus ». 4 500 allocataires qualifiés de « fragiles » seraient classés dans la catégorie « à bas revenus » s'ils ne bénéficiaient des aides de la CAF.

Les demandes d'aides financières faites au CCAS concernent en priorité les besoins de première nécessité : alimentation, logement, chauffage. 54,1% des personnes accueillies au Centre d'accueil municipal ont entre 18 et 40 ans et souffrent en majorité de problèmes de santé physique et psychique et de difficultés croissantes à sortir de l'urgence sociale.

Globalement, dans le cadre de ses actions d'accueil, d'hébergement et d'accompagnement des personnes, le CCAS dégage trois tendances lourdes :

- aggravation des problèmes de santé ;
- augmentation du public aux âges extrêmes (jeunes et personnes âgées) ;
- féminisation des demandeurs.

Alors, on pourrait tout naturellement penser que malgré sa propension à se délester de ses charges, c'est encore à l'État, mais aussi au conseil général qui a hérité de la compétence « action sociale » et aux collectivités locales de mettre en place les politiques publiques qui permettraient d'éviter le pire. Mais, nos élus locaux majoritaires ont bien du souci et ne peuvent pas tout faire : voter une augmentation (l'exemple venant d'en haut) de leurs indemnités (1^{er} conseil municipal de Grenoble) ; préparer une candidature aux JO ; faire une rocade et élaborer des projets fastueux... toute chose essentielle à l'amélioration de la vie quotidienne des Grenoblois.

Ils en oublient leurs belles promesses électorales pour plus de solidarité. Vous avez dit, socialiste, social, solidaire ? Il doit y avoir une erreur.

J.M.



BUDGET

Pour une préparation citoyenne du budget 2009

De nombreuses indications montrent que les budgets 2009 des collectivités locales vont être très difficiles à élaborer. Les subventions d'État vont au mieux diminuer de l'inflation, les charges vont dériver d'au moins l'inflation. L'association des maires de France montre que le coût des dépenses communales dérive plus vite que l'indice des prix.

Évidemment la tentation sera forte d'augmenter les impôts locaux qui sont pourtant reconnus comme étant très injustes. Le conseil général et le conseil régional l'ont déjà fait les années précédentes, ils continueront à le faire alors qu'il serait possible d'éviter des dépenses de prestige ou non-prioritaires. À la Métro, la situation devient très difficile et un fort ralentissement des dépenses de fonctionnement et d'investissement est nécessaire à cause du surendettement créé ces dernières années. La création d'une nouvelle fiscalité sera à l'ordre du jour et la TEOM sera encore augmentée. La situation de la ville de Grenoble qui était stabilisée, va se dégrader rapidement suite aux décisions de la nouvelle majorité : augmentation des dépenses de prestige, de la dette, des indemnités des élus, des aides aux intérêts privés...

Nous proposons, comme toujours, que la préparation budgétaire se fasse publiquement. Il serait étonnant que la Métro se lance dans cet exercice, elle ne l'a jamais fait. Par contre, la ville de Grenoble, sous notre pression insistante, s'est essayée parfois – trop timidement – à le faire. Devant les difficultés et les promesses inconsidérées, il y a fort à parier que la nouvelle majorité ne se lancera pas dans cette aventure.

Du côté des écologistes et alternatifs, élus et mouvements, il est proposé d'élaborer publiquement un budget répondant aux exigences du moment, c'est-à-dire qui soit de gauche et écologiste et qui laisse une part d'initiative aux habitants dans chaque secteur ou quartier.

Il faudra se fixer quelques contraintes fortes, notamment :

- un maintien du personnel en nombre quitte à opérer des reclassements en interne sur les activités prioritaires ;
- un maintien des taux des impôts locaux aux taux actuels, la pression fiscale étant déjà très forte ;
- une non-augmentation de la dette qui est une des plus lourdes des grandes villes.

En théorie, la nouvelle majorité devrait être d'accord avec ces contraintes puisqu'elles sont conformes à ses engagements électoraux.

Dans les dépenses de fonctionnement, il faudra faire la chasse à toutes les dépenses de prestige et non-prioritaires, afin de dégager des marges de manœuvres permettant de financer des politiques prioritaires et urgentes notamment dans le secteur social et environnemental.

Pour les investissements, la priorité absolue sera donnée à l'amélioration du patrimoine utile (notamment scolaire) et à une politique dynamique du logement répondant aux exigences du changement climatique.

Que toutes celles et ceux qui veulent participer à ce travail démocratique de fond prennent contact avec nous. Une réunion de travail préparatoire est prévue le 30 septembre.

LE ROUGE & LE VERT
n°110
juillet
septembre
2008
p.1

Plan campus : des enjeux réels, de mauvaises réponses

Juin 2008 : le ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche rend publique la liste des 6 premiers pôles universitaires concernés par l'opération campus, Grenoble est du lot. C'est aussitôt un concert de « cocoricos » de la part de nos politiques locaux : la une des Nouvelles de Grenoble en juin, la Ville et de la Métro prennent des délibérations de soutien au projet. Seule l'intersyndicale des universités semble garder les pieds sur terre en alertant sur les risques de dérives du projet.

L'OPÉRATION CAMPUS : UN PROJET DE DROITE

L'opération lancée par le ministère s'inscrit dans les objectifs de privatisation de la recherche et de l'enseignement supérieur engagés avec la loi sur la recherche (2006) et la loi sur la responsabilité et l'autonomie des universités (LRU 2007). Pour ceux qui en douteraient, il suffit de prendre connaissance de l'intervention de Matthieu Chamussy au conseil municipal de Grenoble du 7 juillet 2008, où il se félicite de cette politique gouvernementale qui réussit un « coup double » : privatiser EDF et avoir des ambitions pour l'université française.

MAIS D'OÙ VIENT L'ARGENT ?

Les cinq milliards du plan campus seront financés par la privatisation de 2,5% du capital d'EDF. Ça commence donc mal, d'autant que l'on ne sait jamais à l'avance combien une vente d'actions va rapporter (les estimations ont d'ailleurs été revues à la baisse).

Cette « manne » doit servir à rénover et construire des bâtiments, dont certains de nos établissements ont en effet un besoin criant. Mais les universités n'en seront que locataires : toutes les constructions et rénovations se feront dans le cadre de partenariats public-privé (PPP). Cela consiste à faire financer et construire les bâtiments par un opérateur privé (en général de grands groupes du bâtiment, qui n'ont pas vocation à être philanthropes et doivent donc générer des profits !) qui en assure ensuite la maintenance, moyennant un loyer-remboursement des occupants pendant des dizaines d'années... Une fois le bâtiment en fin de vie, les universités le récupèrent, et se débrouillent avec.

Le plan campus ne prévoit de financer que l'immobilier, et aucun moyen de fonctionnement ou en personnels : combien de temps faudra-t-il avant que les industriels proposent aux universités des bâtiments clé en main, fournis avec les personnels d'entretien, voir d'enseignement et de recherche, en dehors de la fonction publique ? Les 10 pôles seront donc financés sans un sou d'argent public mais grâce à la privatisation du secteur de l'énergie. Et les sites non retenus, que deviendront-ils ? Paupérisés, abandonnés, condamnés à disparaître pour permettre aux 10 grandes universités françaises nécessaires à la compétition internationale voulues par le rapport Attali de voir le jour ?

LA MONDIALISATION VÉCUE COMME UNE COMPÉTITION

Le plan campus vise à permettre à nos universités à se mettre en conformité avec les « standards internationaux » en dehors desquels il n'est point de salut si l'on en croit les chantages du néolibéralisme : présence internationale accrue (comprenez plus de brevets), plus d'étudiants étrangers de bon niveau (les étudiants français sont-ils si nuls ?)... Les objectifs affichés sont clairs, et font la part belle à la concurrence entre les établissements. Pour l'idéal de partage de la connaissance et de coopération scientifique, on repassera !

OPACITÉ ET RISQUES DE DÉRAPAGES

« Grenoble université de l'innovation » a été élaboré dans la plus totale opacité, sans que les conseils des universités, les personnels et les étudiants aient eu leur mot à dire. Un comble pour un projet de 500 millions d'euros, qui va dessiner l'Université à Grenoble pour les 30 ans à venir !

4 THÉMATIQUES

Le projet « **Grenoble université de l'innovation** » est articulé autour de 4 thématiques :

- Innovation, Connaissances et Société
- Société de l'information
- Développement durable et Energie
- Santé et Vivant

Dans chaque thématique, les activités d'enseignement et de recherche sont organisées autour de pôles présentant une « masse critique » et répartis sur l'ensemble des sites grenoblois (comprenez campus et polygone). Des regroupements sont proposés avec rénovations, transferts et constructions de bâtiments pour un montant de 500 M€.

Le projet doit être finalisé pour le mois de Novembre et va modifier profondément le paysage de l'enseignement supérieur et de la recherche de l'agglomération grenobloise.

Les partenaires du projet :

- Le collège du Pôle d'enseignement supérieur et de recherche (les quatre universités et l'IEP). À noter que la participation de l'Université Stendhal reste suspendue à la réintégration des disciplines de langues et lettres dans le projet ;
- Le collège des autres organismes (CEA, CNRS, INRIA, Cemagref, CHU, Grenoble École de Management, INSERM, CSTB, CROUS) ;
- Le projet est soutenu par les différentes collectivités territoriales, Ville de Grenoble, la Métro, le conseil général et la Région.

On notera l'absence de Gières et Saint-Martin-d'Hères, sur le territoire desquelles se trouve le campus !



Ce n'est hélas pas qu'à la Ville de Grenoble ou à La Métro que la sale habitude d'élaborer les projets dans le plus grand secret et de mettre les usagers et les personnes directement concernées devant le fait accompli se pratique ! Il est donc indispensable qu'une large discussion collective soit organisée au sein de la communauté universitaire grenobloise¹, et avec les citoyens de l'agglomération.

Mais ce n'est pas tout : le projet fait la part belle aux sciences et technologies « rentables » du moment (bio et nanotechnologies notamment), et laisse de côté des pans entiers des disciplines grenobloises : les langues et lettres sont totalement absentes, et les sciences humaines et sociales réduites à la portion congrue, et ce alors que 28 000 étudiants sont inscrits dans les universités Stendhal et Pierre Mendès France. C'est la pluridisciplinarité qui fait la richesse de l'Université de Grenoble. Mais tout le monde en est-il convaincu ? Pas l'adjointe en charge de l'enseignement supérieur à Grenoble, qui ne tarit pas d'éloges sur l'équilibre du projet !

HOLD-UP DE GIANT SUR LE PLAN CAMPUS !

Le projet prévoit des investissements autour de 2 « campus » : le polygone scientifique (pôle Ouest) et le campus (pôle Est + campus médecine à La Tronche), les autres sites universitaires (Grenoble centre ville et Sud, Échirolles) étant, à ce stade du projet, ignorés. Une analyse des répartitions fait apparaître un risque réel de rupture entre un site « d'excellence » au polygone, concentrant les disciplines « rentables » (nanos, énergie, bio...), accueillant les meilleurs étudiants dans quelques écoles de prestige, et le campus Est qui continuerait à accueillir la majorité des étudiants. Si l'on prend l'exemple du logement étudiant, on voit que le projet prévoit de consacrer 9 000 € par étudiant sur le polygone (90 M€ pour 10 000 étudiants à terme), et 525 € par étudiant sur le campus (21 M€ pour 40 000 étudiants) ! D'une manière générale, les financements prévus pour le polygone sont supérieurs à ceux du campus alors que celui-ci accueille 4 fois plus d'étudiants...

Le projet de réaménagement du polygone a un air de déjà-vu : ce n'est rien d'autre que le projet Giant ! Lequel a été élaboré par la direction du CEA de Grenoble, avec le soutien des collectivités territoriales, dans la plus grande opacité, sans aucune concertation. C'est une manie... On retrouve en effet tout le projet de M. Vasconi, jusqu'aux illustrations de la note d'intention : tours de 400 m, mur photovoltaïque de 2 km de long et 45 m de haut (orienté à l'ouest en pied de montagne)... et rocade nord ! À croire que tout le projet a été pensé pour nous vendre la rocade : elle permettrait de relier les 2 sites en 20 min (sans rire). Ne nous arrêtons pas à un détail : la rocade ne dessert pas le campus. Ah si ! On prévoit quand même de prolonger la ligne B du tram sur le polygone, comme cela était initialement prévu pour... 2008 ! Les travailleurs qui vont déjà aujourd'hui d'un site à l'autre et qui n'attendent que ça, devront prendre leur mal en patience. Giant est un projet d'urbanisme d'intégration du polygone dans la ville (ce qui est en théorie une excellente idée), mais pas un projet d'enseignement et de recherche. Alors que font les universités dans cette galère ? Qui va piloter le projet campus : les universités ou les collectivités ? Attention aux mélanges de genres et aux conflits de compétences. La vitesse avec laquelle la Ville de Grenoble et La Métro se sont emparées du dossier n'est pas pour nous rassurer.

QUELLE RÉPONSE AUX ENJEUX ?

Les enjeux sont importants : associer ville et université, rajouter de la vie sur le campus, en s'appuyant sur les initiatives étudiantes, en proposant des services aux étudiants et personnels ; aménager le polygone scientifique pour enfin l'intégrer dans la ville, avec commerces, services, logements (pas seulement étudiants)... Tous les ingrédients sont réunis pour un projet d'enseignement, de recherche et d'aménagement urbain ambitieux. Mais les réponses proposées pour l'instant sont au mieux limitées, au pire ringardes. Le plan campus pourrait être une opportunité pour construire un enseignement supérieur et une recherche de service public, riches de toutes les disciplines présentes à Grenoble, en s'appuyant sur tous les sites d'implantation de l'agglomération, pour arriver à une université réellement insérée dans la ville...

Mais on voit qu'il va falloir peser sur les débats, avec les personnels et les étudiants des établissements grenoblois, pour infléchir le projet dans le bon sens !

LC

¹ L'intersyndicale des universités, qui a été entendue par le conseil municipal de Grenoble et par celui de La Métro, a réussi à faire voter dans les 2 délibérations un appel des collectivités en ce sens. Cela vaut ce que ça vaut, mais reste un acte sur lequel s'appuyer.

Destot avoue enfin qu'il est de droite

Interview au DAUPHINÉ LIBÉRÉ du 29 juin 2008 : « Ou à l'intérieur de cette majorité, il y en a certains qui soient plus soucieux de l'équilibre laïc de nos orientations, de la préservation du service public, d'autres plus attentionnés sur la préservation de l'entité communale, c'est normal. On retrouve là des débats qui ont été des débats internes à notre propre pays, et à la gauche ! Mais je vais vous dire, par exemple, que sur le problème social ou le problème démocratique, je me trouve souvent plus en phase avec mes collègues du MoDem qu'avec d'autres – que je ne citerai pas – et qui sont plus traditionnels à l'intérieur de la gauche. »

GF38, le feuilleton de l'été

Après avoir versé les 4,3 M€ au tout dernier moment, les propriétaires japonais du GF38 ont eu des difficultés à verser le complément de 3,5 M€ (déficit de l'an passé) début août. Ces difficultés n'ont pas empêché le GF38 de faire un démarrage en trombe. Le nombre de spectateurs (plus de 18 000 en moyenne) n'a pas diminué malgré l'augmentation du prix des places. C'est une bonne nouvelle pour la Métro qui devrait voir augmenter la redevance (500 000 €) versée par le club en fonction du nombre moyen de spectateurs : au-dessus de 17 500 spectateurs c'est 30% du montant de la billetterie qui lui serait ainsi reversé. Mais n'oublions pas que la Métro aura à assumer bien d'autres charges (mises aux normes sécurité, notamment) liées à la montée du club en ligue 1. Une question : combien aura touché Pierre Mazé, l'ancien président délégué pour son départ ?

GIANT pas si simple

L'autorité de sûreté nucléaire (ASN) rappelle à l'ordre le CEA et la ville de Grenoble en leur demandant que le projet GIANT prenne en compte les contraintes que génère le voisinage du réacteur nucléaire de l'ILL. Rappel : le périmètre du plan particulier d'intervention (PPI) est de 500 m autour de l'installation de recherche. L'ASN rappelle qu'elle veillerait à ce que les projets d'urbanisation (logements, tours...) n'entraient pas l'application éventuelle des plans de secours et ne conduisent pas à une densification de la population dans le périmètre de ces plans. L'ADES s'interroge donc sur la compatibilité du plan Vasconi avec ces contraintes. Il s'avère que l'architecte (Vasconi) n'avait pas pris en compte cette réalité puisqu'il se permet de vérifier après coup avec la maire adjointe Fioraso, sur la maquette avec un compas (!), qu'il n'y a pas de tour dans les 500 m. Pourtant, une vérification sur plan montre que les deux tours prévues au fond du polygone se trouvent nettement à l'intérieur du périmètre du PPI.

Le tour de France coûte cher au contribuable

Pour une fois qu'une collectivité donne quelques informations sur le coût réel du passage du tour de France, il ne faut pas se priver de la citer. Le conseil général de l'Isère précise : « Le tour de France passé, le travail des agents départementaux n'est pas fini, remise en état des routes, qui représente 8 jours de travail pour les cinq territoires traversés : démontage des quelque 60 panneaux de signalisation, ramassage des débris pour lequel une dizaine de camions (soit environ 100 m³ de déchets) a été nécessaire. » Il serait très intéressant de connaître le coût total d'une telle manifestation pour l'argent public.

La droite grenobloise essaye de se restructurer

Il semblerait que le corrompu soit mis de plus en plus à l'écart, après les missions ministérielles voici l'huile d'argan bio. Il réapparaît au Maroc, où il vient de lancer Aneo, une entreprise fabriquant à Essaouira des cosmétiques bio à base d'huile d'argan. Les comparses sont : Jean-René Fourtou, président de Vivendi, Christine Sarkozy, épouse de Guillaume Sarkozy, le financier Bruno Cluzel, Frédérique Barbizet, spécialiste des cosmétiques, et Kader Boufraine, propriétaire des Bains de Marrakech. Anéo existe aussi à Paris, gérée par Ch. Sarkozy.

Richard Cazenave revient au-devant de la scène : il a été nommé par MAM comme chargé de mission pour l'Isère du mouvement gaulliste « le Chêne ».

L'association de droite « Grenoble est à vous » change de président : Jean-Pierre Barral remplace Max Micoud. Cette association réunissant des adhérents de l'UMP, du nouveau centre a décidé de soutenir Michel Savin comme candidat à la présidence de l'UMP 38.

Bienvenue à RECITE

Des anciens élus et militants de GO-Citoyenneté qui n'ont pas accepté la dérive de la dernière campagne municipale à Grenoble ont créé fin juin un mouvement : « Pour une RENovation de la gauche CITOyenne et Ecologiste – RECITE » qui pourrait rapidement se structurer en association et faire vivre localement un groupe de démocratie active ancré dans l'action publique et centré sur les enjeux de la vie politique, économique, éducative, culturelle et sociale du site de Grenoble. Conçue comme université citoyenne, l'association se donnerait pour objectif d'organiser des rencontres, des ateliers, des enquêtes : en somme, toutes formes de débats ouverts aux forces politiques existantes et aux volontés individuelles partageant le besoin d'alerter sur les dysfonctionnements des systèmes et la nécessité de mettre en œuvre une compétence citoyenne pour faire émerger de façon critique et contradictoire des propositions politiques... pour une rénovation de la gauche citoyenne et écologiste.

JO 2018, Grenoble candidature bidon ?

C'est à se demander si la candidature de Grenoble n'est pas une candidature bidon. C'est le sentiment qui se dégage de la lecture des Echos du 10 décembre 2007 à propos de la candidature de Munich aux jeux Olympiques d'hiver de 2018 qui a été choisie à l'unanimité des 455 membres du comité olympique allemand. Le coût de l'organisation des JO-2018 à Munich n'est pas encore connu, par contre le budget pour la seule candidature est estimé entre 30 et 35 millions d'euros ! Ceci montre que la candidature de Grenoble n'est pas à la hauteur. D'autant plus que pour les allemands, la candidature de Grenoble n'est pas considérée comme sérieuse, ils pensent que c'est la Corée du Sud, candidate malheureuse en 2010 et 2014, qui serait le concurrent le plus sérieux pour Munich.

En fait, la candidature de Grenoble est là pour amuser la galerie, l'adjoint grenoblois en charge de ce dossier n'était pas au courant du budget de candidature de Munich. Il ne s'agirait donc que de faire diversion par rapport aux difficultés de la vie de tous les jours, suivant la fameuse formule de la Rome antique : donner au peuple du pain et des jeux.

L'illusionniste se prend les pieds dans le tapis



Voici les promesses chiffrées du candidat Destot lors des élections municipales (souligné par nous) : « Nous sommes maintenant engagés clairement dans le désendettement de la ville. La dette était passée de 86 M€ en 1982, à 251 M€ en 1995 (+ 192%), ce qui signifie que le stock de dette actuel provient à 60% des années 83-95 (et pour 31% des années antérieures à 1983). C'est pourquoi tous nos efforts depuis 2001, après une phase de stabilisation, ont tendu vers l'objectif de réduction de la dette, qui a été atteint à partir de 2005. Ainsi, en 2007, le stock de dette a été réduit de 10 M€. Tous ces résultats ont été obtenus sans porter atteinte au service quotidien des Grenoblois, puisque le personnel municipal a même été renforcé, et sans sacrifier l'investissement, qui est à son plus haut niveau historique. Pour les prochaines années, nous fixons l'objectif de ramener la dette sous la barre des 200 M€, soit une annuité de 20 M€ au maximum, qui nous permettra de protéger la ville contre le risque d'inflation et permettra d'augmenter les investissements qui sont de l'ordre de 70 M€ aujourd'hui (contre 25 M€ en 95) et que nous voulons porter à 100 M€ pour faire face à tous les besoins et financer notre projet politique. »



Essayons d'imaginer le scénario financier qui conduirait à respecter les engagements financiers de l'illusionniste Destot. Une précision : l'annuité de 20 M€ annoncée doit être l'annuité de remboursement en capital, il n'est pas possible que ce soit l'annuité totale intérêt plus capital. Actuellement, elle est de 37 M€ (12 en intérêt et 25 en capital).

Pour diminuer la dette à 200 M€ à la fin de ce mandat, il faut une diminution de 12 M€ en moyenne chaque année, soit un remboursement d'au moins 32 M€ de capital pour un emprunt de seulement 20 M€.

Plaçons nous en fin de mandat avec des dépenses d'investissement de 100 M€ en investissement, dont 32 M€ en remboursement de capital, ceci suppose des recettes suffisantes. Soit 20 M€ d'emprunt, 40 M€ de ressources propres (FCTVA, subventions cessions...), ce qui est très optimiste (actuellement, c'est 31 M€) et le reste par autofinancement, soit une épargne brute minimum de 40 M€, soit 20 M€ d'épargne nette (elle est quasi nulle actuellement). En étant très optimiste, ceci suppose que l'épargne de gestion augmente fortement chaque année pour dépasser au moins 50 M€, alors qu'elle atteint aujourd'hui difficilement 37 M€ !

PAR QUEL MIRACLE DÉGAGER 50 M€ D'ÉPARGNE DE GESTION SANS AUGMENTER LES IMPÔTS LOCAUX ?

Car il faut rappeler que l'illusionniste a promis de ne pas augmenter les impôts locaux durant le mandat. En effet dans les « 10 engagements pour Grenoble 2008-2014 » pris publiquement par le candidat Destot, l'engagement n° 3 indique :

- « Agir pour le pouvoir d'achat ;
- création d'une allocation municipale d'habitation pour les familles à bas revenus ;
- conventionnement avec les bailleurs privés pour limiter la hausse des loyers ;
- ne pas augmenter les impôts locaux, porter au niveau national une réforme de la fiscalité locale aujourd'hui très injuste, refuser les transferts de charges de l'État sans contrepartie. »

EDVIGE

Pour obtenir l'abandon du fichier liberticide

Des associations d'horizons les plus divers et des organisations syndicales¹ ont déposé fin août un recours au Conseil d'État contre le décret du 27 juin 2008 portant création d'un traitement automatisé de données à caractère personnel dénommé « EDVIGE ».

Elles entendent ainsi dénoncer un fichier qui, loin de n'être que la réactualisation du décret du 14 octobre 1991 relatif aux fichiers gérés par les services des renseignements généraux, aggrave considérablement l'atteinte aux libertés en permettant le fichage des individus dès 13 ans, la mise en fiche de données dites sensibles comme

FICHIERS : Y EN A MARRE

Le 13 juin, Vincent Fristot et Mireille Charpy ont déposé un recours en Conseil d'État contre la décision d'organiser le fichier « Base élèves » qui fiche les jeunes enfants scolarisés. Ils estiment que ce fichage reste illégal malgré les reculs du ministre Darcos suite aux mobilisations.

les origines « raciales » ou ethniques ou qui sont relatives à la santé ou à la vie sexuelle des personnes. De manière plus générale, le fichier EDVIGE confond les missions des renseignements généraux et celles des services de police en amalgamant des finalités fort différentes. Réunies en collectif « Non à EDVIGE », 700 organisations et associations et 100 000 personnes ont signé la pétition en ligne « Pour obtenir l'abandon d'EDVIGE »

<http://www.nonaedvige.ras.eu.org>

Certaines d'entre-elles se sont engagées dans des actions de signatures de la pétition par les citoyens sur la voie publique. D'autres recours ont été déposés au Conseil d'État, notamment par Étienne Tête, élu Vert de Lyon et Corinne Lepage.

Signons la pétition et soutenons les actions du collectif.

¹ AIDES ■ CFDT ■ CGT ■ Collectif contre l'Homophobie et pour l'égalité des droits ■ Fédération nationale de l'Autre Cercle ■ FSU ■ Inter-LGBT ■ IRIS ■ Ligue des Droits de l'Homme ■ Syndicat des Avocats de France ■ Syndicat de la Magistrature ■ Union Syndicale Solidaires,...



Rocade nord, on entre dans le dur

Toujours sourd à tous les avertissements, le président du conseil général poursuit la préparation du lancement des travaux de la rocade.

Du 15 novembre au 15 janvier 2009, va se dérouler la concertation imposée par le code de l'urbanisme, sa durée devrait couvrir tout le temps de l'élaboration du projet et pour cela, deux mois semblent un peu courts. Le conseil général (CGI) délibèrera ensuite sur le bilan de cette concertation puis arrêtera définitivement le projet. Dans le cadre de cette concertation, des réunions publiques sont prévues et il faudra y participer. Les habitants ne pourront donc pas se satisfaire d'un discours général sur un projet flou et les avis qu'ils formuleront devront se fonder sur du concret. Aura-t-on enfin une estimation financière digne de ce nom ? Le montant de 580 M€ n'a jamais été justifié par le CGI...

À la demande des élus Verts du CGI, une dernière tentative pour faire entendre raison a été proposée sous forme d'une expertise du projet sous un angle un peu nouveau. Celui-ci prendrait en compte la nouvelle donne du prix du pétrole et ses conséquences à moyen terme sur les comportements des automobilistes. Il s'agit d'apprécier les impacts d'un scénario alternatif de déplacements dans la région grenobloise. Malheureusement, l'appel d'offre de cette expertise a été lancé en plein été pour un travail à rendre fin septembre. Une seule réponse a été enregistrée et il est à craindre que vu la vitesse à laquelle doit être réalisée l'expertise, cette dernière soit quelque peu bâclée et ne serve à rien.

Le 28 juin 2008, Destot commençait à s'énervier sur le dossier (sentait-il monter la contestation ?) et déclarait au DAUPHINÉ LIBÉRÉ : « La rocade Nord sera bénéfique pour une moindre congestion, une moindre pollution. Maintenant je demande de nouvelles enquêtes scientifiques et qu'on arrête de sortir de leur contexte celles qui ont déjà été menées et que je conteste d'ailleurs assez. Sur le plan de la ville centre, personne ne conteste que le trafic sera apaisé. De plus, l'ouvrage soulagera la rocade Sud... Le problème est qu'on vit dans une zone de montagne. Il va falloir faire un tunnel. Mais si on est incapable aujourd'hui de percer des tunnels et de résoudre les problèmes des évacuations de gaz, je ne comprends pas. Sur ce point de vue, on a raconté beaucoup de choses fausses, maintenant il faut passer aux actes. Nous allons poser les vraies questions, ajuster le tracé, faire le bilan carbone et dresser le financement de l'opération et je suis assez partisan du partenariat public/privé. »



Lors d'une réunion du groupe PASC (socialistes et apparenté) de la Métro en juillet, le maire semblait atteint d'un certain réalisme : « *Le temps ne joue pas en faveur de la rocade. Commencer aujourd'hui c'est déjà pénalisant par rapport à un choix que j'avais avancé dès 1995. À moyen terme les comportements auront évolué et les problèmes se seront déplacés* » (cité dans le DL du 15.07.2008). Enfin une once de lucidité : Oui ! M. Destot, avec le pétrole rare et cher, avec les engagements pris par la France (sans parler du PS et du CG38...) sur l'effet de serre (diviser par 4 les émissions d'ici 2050) il est particulièrement inepte de prétendre régler les problèmes de circulation dans la cuvette avec une nouvelle autoroute urbaine qui serait saturée dès son ouverture comme l'a montré l'étude de l'Agence d'urbanisme.

Avec l'ensemble des associations qui militent pour un avenir sans rocade, nous porterons la contradiction lors de la concertation, nous présenterons les alternatives efficaces et économes pour circuler demain et nous préparerons la suite, car les procédures qui aboutiraient à une éventuelle réalisation de la rocade sont loin d'être terminées.

UN PETIT COÛT DE STADE

La Métro poursuit sa politique de cadeaux pour l'utilisation du stade. Pour le match France-Équateur, la location était fixée à 25 000 € mais la Métro a acheté pour 19 500 € de billets !

Si vous voulez louer le stade c'est 25 000 € par jour minimum ou 10% de la billetterie. Or, pour le concert de Johnny Hallyday du 1^{er} juillet 2009, le stade est loué seulement 50 000 €, comme si les places étaient à 2,5 € en

moyenne ! Ce n'est pas comme cela que les frais de fonctionnement du stade seront payés.

Rappel il serait normal que l'ensemble des coûts soit payé par les utilisateurs commerciaux puisqu'il s'agit non pas d'un ensemble à vocation

Enfin le solaire du stade marche !

Le 11 juillet, le conseil de Métro a délibéré pour vendre l'électricité photovoltaïque à GEG au tarif de 0,55 € par kWh. Rappel, l'installation n'était pas conforme et la commission avait refusé que le branchement soit opéré. La puissance crête est de 65 kW et la capacité de production annuelle est de 97 500 kWh.

Politique des cadeaux

sportive pour tous (contrairement à la patinoire d'agglo) mais d'un équipement de spectacle sportif ou culturel commercial. S'il n'y a pas équilibre entre recettes et dépenses, cela revient à dire que la Métro sponsorise des intérêts privés, ce qui est interdit.

NUCLÉAIRE

Vice-président de l'association franco-biélorusse « Enfants de Tchernobyl Belarus », fondateur de l'institut Belrad, Vassili Nesterenko est mort le 25 août 2008, à 74 ans, des suites d'irradiations reçues lors de la catastrophe de Tchernobyl.

Physicien nucléaire du plus haut niveau en URSS, il a résisté à la désinformation sur Tchernobyl. Le 27 mai dernier, venu faire la vigie aux portes de l'OMS, il déclarait : « *Je veux vous dire ceci : tant que les amis nous soutiennent, nous continuons à espérer que les victimes survivront. Je suis l'un des 800 000 liquidateurs blessés par Tchernobyl. Ce sont réellement des hommes oubliés dans nos pays. Des dizaines de milliers ont déjà quitté ce monde, ils ne pourront plus parler. Au nom des autres, je vous souhaite à toutes les vigies, du courage et une longue vie, afin que vous puissiez rester ici jusqu'à la victoire. Je vous souhaite à tous la bonne santé que nous avons, nous les liquidateurs, avant d'arriver sur le réacteur. Nous étions tous jeunes et pleins de force. Merci.* »

Ces paroles étaient prémonitoires. Voici des extraits du communiqué de Michel Fernex, président des « Enfants de Tchernobyl Belarus » : « Pour nous, Vassily Nesterenko était un ami. Nous étions conscients que l'institut Belrad n'a survécu que grâce à son intelligence éblouissante qui lui avait permis de résister à mille embûches et attaques perfides dont il était vic-

Disparition de Vassili B. Nesterenko

time. Le professeur Nesterenko dirigeait l'Institut de physique nucléaire de Minsk, quand, en Ukraine, explosait le réacteur de Tchernobyl. Il décide dès lors de se consacrer à la protection des populations, et tout particulièrement celle de la santé des enfants victimes d'irradiation chronique. Il y a consacré sa vie. Avec cela, il néglige sa propre santé et se refuse trop souvent le repos dont il aurait tant besoin.

En 1990, il crée avec le soutien d'Andrei Sakharov, A. Adamovitch et A. Karpov, l'Institut indépendant de radioprotection Belrad pour venir en aide aux enfants des territoires touchés par les retombées radioactives. Il forme à la radioprotection les médecins, les enseignants, les infirmières.

En 1994, l'Institut Belrad acquiert en Ukraine, avec l'aide d'ONG occidentales, des fauteuils mobiles pour l'anthropogammamétrie qu'il perfectionne pour mesurer la radioactivité dans le corps humain notamment due au césium ingéré. Ses mesures ont révélé des contaminations huit fois plus élevées que celles que publie le ministère de la Santé biélorusse, qui a tenté de le bloquer dans son action.

En 1996, Nesterenko adopte avec succès l'additif alimentaire à base de pectine de pommes recommandé par le ministère de la Santé ukrainien comme adsorbant du césium 137. En un mois de traitement, la charge en radionucléides de l'organisme de l'enfant peut baisser de 60-70%.

Depuis des années l'Institut Belrad continue à fonctionner grâce à l'aide internationale et en particulier en France par le soutien financier de l'association « Enfants de Tchernobyl Belarus », mais aussi de France-Libertés.

Depuis 2007, les tracasseries administratives avaient redoublé après qu'il ait refusé l'offre qui lui avait été faite de diriger les travaux de la future centrale nucléaire au Belarus. Le 25 juin 2007, le président Loukachenko a demandé au Premier ministre Sidorsky de « prendre les mesures nécessaires pour traduire en justice l'entreprise unitaire privée » Institut de radioprotection Belrad et ses responsables pour violation de la législation dans le domaine de recherches sur la radioprotection et la diffusion des informations sur les résultats de ces recherches. »

Mais, Nesterenko connaissait les lois. Il s'est défendu avec une énergie surprenante et l'excellence du travail de l'institut a été reconnue. Mais, cette dernière bataille a certainement contribué à venir à bout de sa résistance...

Heureusement, l'Institut Belrad avec plus d'une trentaine de collaborateurs a construit une équipe dont son fils Alexey Nesterenko est prêt à prendre la direction pour relever le défi de la connaissance contre le mensonge et de l'aide aux enfants du Belarus qui continuent à subir les méfaits de la contamination radioactive.

Pollution atmosphérique

L'ASCOARG, dans son rapport annuel 2007 sur la surveillance de la qualité de l'air, attire particulièrement l'attention sur les polluants les plus dangereux : Les oxydes d'azote, dont le niveau à Grenoble est inquiétant car il dépasse la valeur limite à proximité des axes à gros trafic automobile. Les particules fines qui sont responsables de 350 000 décès anticipés par an dans l'Union européenne, dépassent sur certains sites les valeurs limites. L'ozone qui dépasse la valeur-cible (120 microgramme/m³ en moyenne sur 8 heures glissantes) 50 jours par an. Ce n'est pas la politique suivie par nos décideurs avec le projet de rocade qui va améliorer cette situation.

Un été européen très nucléaire !

Juin : en Allemagne découverte d'une contamination dans un stockage de déchets nucléaires. En Ukraine, fuite d'eau radioactive d'un réacteur. En Slovénie, fuite radioactive d'un réacteur. Juillet : en France, fuites et contaminations multiples à Socatri-Areva, FBFC-Areva, aux centrales du Tricastin et Saint-Alban. Août : en France, de nouveaux rejets à Socatri, contamination à Comuhrex-Areva. En Belgique, accident de niveau 3. En Espagne, incendie à la centrale de Vandellos, et en Autriche, incident dans un laboratoire de l'AIEA.

Qui dit mieux !

VOUS AIMEZ CE JOURNAL ? JOIGNEZ LE CHÈQUE À LA PAROLE !

Nom

Prénom

Adresse

Je m'abonne pour un an
- Abonnement de base 16 €
- Abonnement de soutien 23 € et plus

J'adhère à l'ADES
(abonnement Le Rouge & le Vert 10 € compris)
- 16 € (chômeurs, étudiants)

- € (0,3% du revenu annuel brut)
Une partie de votre adhésion est déductible des impôts.

Chèque à l'ordre de l'ADES
ADES, 12 rue Voltaire, 38000 Grenoble
Tél/fax/répondeur : 04 76 03 24 28
Courriel : contact@ades-grenoble.org
site web : www.ades-grenoble.org

GRUPE DES ÉLUS
ÉCOLOGIE ET SOLIDARITÉ
À LA MAIRIE
04 76 76 38 75
www.grenoble-ecologie-solidarite.fr



Conformément à la loi « Informatique et liberté », vous disposez d'un droit d'accès et de rectification aux informations vous concernant.

Le Rouge & le Vert Journal de l'Association
démocratie écologie solidarité
Directeur de publication : Vincent Comparat
CPPAP : 1008 6 83774 • ISSN : 0760-480
Impression : Les Écureuils, Gières
Maquette - Illustrations : Cled'12